



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

EB.AIR/WG.1/1998/7
16 juin 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

ORGANE EXECUTIF DE LA CONVENTION SUR LA POLLUTION
ATMOSPHERIQUE TRANSFRONTIERE A LONGUE DISTANCE

Groupe de travail des effets
(Dix-septième session, 26-28 août 1998)
Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire

PROGRAMME INTERNATIONAL CONCERTÉ D'EVALUATION ET DE
SURVEILLANCE DES EFFETS DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE JUSQU'A 2001 :
SITUATION ACTUELLE ET STRATEGIE PROPOSEE POUR SON DEVELOPPEMENT

(Document de stratégie adopté par l'Equipe spéciale
du PIC-Forêts à sa quatorzième session)

I. INTRODUCTION

1. En réponse aux préoccupations de plus en plus vives que suscite la dégradation des forêts due à la pollution atmosphérique, l'Organe exécutif a, en 1985, établi un Programme international concerté pour l'évaluation et la surveillance des effets de la pollution atmosphérique sur les forêts (PIC-Forêts). En 1986, les Etats membres de l'Union européenne (UE) ont mis en place le Programme de l'Union européenne sur la protection des forêts contre la pollution atmosphérique. Depuis lors, le PIC-Forêts, en étroite coopération avec l'UE, surveille l'état des forêts en Europe. Aujourd'hui, 35 pays européens, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada participent au programme commun de surveillance.

Les documents établis sous les auspices ou à la demande de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance aux fins d'une distribution GENERALE doivent être considérés comme provisoires tant qu'ils n'ont pas été APPROUVES par l'Organe exécutif.

2. En 1997, à sa treizième session, l'Equipe spéciale du PIC-Forêts a décidé de revoir sa stratégie de mise en oeuvre et de développement du programme. Le présent document de stratégie expose la stratégie proposée pour le programme entre 1998 et 2001 :

- Le Chapitre II décrit l'état d'avancement actuel du programme par rapport aux objectifs initiaux définis en 1985 et fait le bilan des activités mises en oeuvre depuis lors;
- Le Chapitre III expose les priorités du programme pour la période 1998-2001 compte tenu d'objectifs légèrement modifiés pour répondre aux exigences actuelles de l'Organe exécutif et du Groupe de travail des effets;
- Le Chapitre IV définit la stratégie du programme et les mesures à prendre durant la période 1998-2001 pour répondre aux priorités présentées au Chapitre III;
- Le Chapitre V décrit les outils administratifs nécessaires pour mettre en oeuvre la stratégie;
- Le Chapitre VI conclut l'étude en donnant un bref aperçu des activités prévues après 2002.

II. ETAT D'AVANCEMENT ACTUEL DU PROGRAMME

A. Objectifs initiaux du programme

3. Conformément au mandat qui lui a été confié en 1985 (ECE/EB.AIR/7), le PIC-Forêts a poursuivi les objectifs suivants :

- a) Mieux connaître les variations spatio-temporelles de l'état des forêts et leurs rapports avec les facteurs de nuisance, notamment la pollution atmosphérique à l'échelle régionale, nationale et internationale (degré I);
- b) Contribuer à faire mieux comprendre l'influence des polluants atmosphériques et d'autres facteurs nocifs sur les écosystèmes forestiers et les relations de cause à effet en jeu (degré II);
- c) Aider à mieux connaître les interactions des différents secteurs des écosystèmes forestiers exposés à la pollution atmosphérique et à d'autres nuisances (degré III).

4. Comme chacun de ces objectifs exigeait une intensité de surveillance différente, trois degrés (I, II et III) ont été définis (EB.AIR/WG.1/R.122). Les activités de surveillance de degrés I et II ont déjà été menées à bien en coopération étroite avec l'Union européenne. A cette fin, des méthodes et critères communs ont été arrêtés en vue d'harmoniser les activités d'échantillonnage, d'évaluation, de surveillance et d'analyse (voir Manuel du PIC-Forêts, quatrième édition, et les réglementations pertinentes de l'UE). Le degré III, au titre duquel est prévu un programme de recherche harmonisé au niveau européen, n'a pas encore été mis en oeuvre. Cependant, des mesures préliminaires ont été prises en coopération avec le PIC-Surveillance intégrée pour examiner et comparer les passages concernés dans leurs deux manuels.

B. Exécution du programme

1. Etat d'avancement du programme

5. Les activités de degré I (correspondant au premier objectif) - surveillance extensive annuelle de l'état du houppier - ont été menées sur un réseau systématique représentant la surface forestière de 32 pays d'Europe. Une enquête sur les sols et les feuillages a également été réalisée pour certaines parties de ce réseau.

6. Pour atteindre le deuxième objectif, un réseau de surveillance intensive comptant quelque 860 placettes d'observation permanentes a été mis en place dans 31 pays de l'Europe (degré II). La Commission européenne et son consultant, l'Institut de coordination de la surveillance intensive des forêts, ont mis au point une base de données contenant des renseignements sur l'état du houppier, le sol et la solution du sol, la composition chimique des feuillages, la croissance, les dépôts et la météorologie (EB.AIR/WG.1/1997/3 et EB.AIR/WG.1/1997/5). Il est prévu de fournir des informations sur la végétation des placettes du degré II. Les données provenant des 860 placettes ont été stockées en même temps que des renseignements sur les méthodes d'évaluation des données appliquées, afin de mettre en relief la qualité des données et les possibilités de comparaison et d'évaluation. Ces données et renseignements sur les méthodes d'évaluation peuvent déjà être utilisés en vertu des règles en la matière énoncées par la Commission européenne. L'Institut de coordination de la surveillance intensive des forêts a entrepris d'évaluer les données, et les premières propositions en vue de la réalisation d'études approfondies par des instituts extérieurs ont été examinées. La base de données de degré II fournit un point de départ solide pour mener des études approfondies visant à expliquer les relations de cause à effet. Cependant, il faut souligner que la surveillance au degré II porte sur des placettes choisies et que les comparaisons entre les placettes nécessitent une grande prudence.

7. Pour le troisième objectif (degré III), les méthodes de surveillance sont actuellement harmonisées en coopération avec le PIC-Surveillance intégrée. Un certain nombre de sites potentiels communs ont été recensés et des évaluations de la documentation scientifique pertinente ont été entreprises. Un document concernant les effets des métaux lourds sur les écosystèmes forestiers a été établi et publié en 1996.

8. En outre, le PIC-Forêts, en coopération avec la Commission européenne, est actuellement, dans le cadre des dispositions de l'Organe exécutif et des règlements de l'UE concernant l'échange de données, en mesure de fournir des données qui serviront à d'autres instances internationales - telles que l'Evaluation sur les ressources forestières des zones tempérées et boréales (TBFRA 2000) et le Forum intergouvernemental sur les forêts (IFF) - ainsi que pour l'application des résolutions pertinentes des première et deuxième Conférences ministérielles sur la protection des forêts en Europe. A cet égard, les données qui seront en dernière analyse incluses dans la base de données PIC-Forêts/UE seront aussi utiles pour les études sur la biodiversité et les variations spatio-temporelles dans les indicateurs liés à la gestion durable des forêts.

2. Principaux résultats du programme

9. En ce qui concerne la pollution atmosphérique en tant que facteur de nuisance, la surveillance à grande échelle (degré I) a permis :

- a) De donner un aperçu de l'évolution de l'état du houppier sur 2 millions de km² en Europe grâce à un quadrillage systématique;
- b) De créer des bases de données sur l'état chimique de plus de 4 500 placettes boisées et sur l'état nutritionnel des arbres sur près de 1 400 placettes;
- c) De montrer la complexité des relations de cause à effet intervenant dans les écosystèmes forestiers, la pollution atmosphérique étant l'un des facteurs nuisant à l'état des forêts;
- d) D'indiquer pour certaines parties d'Europe la correspondance spatiale entre les dépôts de polluants atmosphériques, l'acidification et l'accumulation de métaux lourds dans les sols forestiers. Les régions qui ont reçu d'importantes quantités de substances acidifiantes sur une longue période coïncident souvent avec celles où l'état du houppier est le plus dégradé (EB.AIR/WG.1/1997/5);
- e) De réaliser des études sur les relations entre l'état du houppier et certains facteurs de stress météorologique modélisés, les concentrations calculées et les niveaux de dépôt pour l'ozone, le dioxyde de soufre, l'acidité et les composés azotés qui sont critiques pour les forêts (EB.AIR/WG.1/1997/6). A cette fin, les données et modèles mis au point par l'EMEP pour la pollution atmosphérique ont été utilisés;
- f) De sensibiliser davantage le public à la pollution atmosphérique en tant que menace pour la santé de la forêt.

10. La mise en oeuvre des activités de surveillance au degré Ia en partie répondu aux besoins prioritaires à long terme définis par l'Organe exécutif puisqu'elle a permis :

- a) De surveiller la distribution spatiale et l'évolution temporelle de l'état des forêts;
- b) De montrer que les relations entre l'état du houppier et les facteurs de nuisance (tels que facteurs de stress climatiques ou pollution atmosphérique) ne sont pas simples;
- c) De communiquer le résumé des résultats aux décideurs et au public.

11. En ce qui concerne la surveillance intensive des écosystèmes forestiers (degré II), les efforts ont permis :

- a) De sélectionner 860 placettes dans 31 pays couvrant les principaux écosystèmes forestiers;

b) D'évaluer l'état du houppier, la chimie des sols, la composition chimique des feuillages et la croissance des forêts (enquêtes de base) sur toutes les placettes et d'étudier les dépôts, les paramètres météorologiques et la chimie de la solution du sol sur un certain nombre d'entre elles;

c) De créer une base de données de degré II avec les procédures correspondantes de soumission et de validation;

d) De mettre au point une stratégie pour évaluer les données de degré II au cours des prochaines années.

12. En outre, les données des degrés tant I que II fourniront des renseignements qui sont importants pour les activités axées sur les effets (EB.AIR/WG.1/1997/13) et la mise en évidence des effets d'acidification/eutrophisation.

13. En outre, le programme commun PIC-Forêts/UE s'est traduit par les avantages structurels suivants :

a) Amélioration de la qualité de la surveillance des écosystèmes forestiers grâce à une comparaison interlaboratoires d'échantillons de sol et de feuillage ainsi qu'à des stages de formation aux évaluations sur le terrain débouchant sur des méthodes mieux harmonisées;

b) Resserrement de la coopération entre les scientifiques qui surveillent l'état des forêts dans toute l'Europe;

c) Mise en place d'une plate-forme en vue de mener des recherches approfondies sur les écosystèmes forestiers associant les centres de liaison nationaux du PIC-Forêts, l'UE et des instituts extérieurs.

III. PRIORITES POUR LES ANNEES 1998-2001

A. Objectifs révisés du programme

14. Compte tenu des priorités et des exigences de l'Organe exécutif et du Groupe de travail des effets et sur la base des connaissances qu'il a lui-même accumulées, le PIC-Forêts a reformulé ses objectifs initiaux qui sont désormais les suivants :

a) Mieux connaître les variations spatio-temporelles de l'état des forêts et leurs rapports avec les facteurs de nuisance, notamment la pollution atmosphérique, sur un vaste réseau systématique à l'échelle sous-nationale, nationale et internationale (degré I);

b) Contribuer à faire mieux comprendre les rapports entre les polluants atmosphériques et les autres facteurs de nuisance (causes) et l'état des écosystèmes forestiers (effets) grâce à une surveillance intensive d'un certain nombre de placettes d'observation permanentes réparties dans toute l'Europe (degré II) et étudier l'évolution d'importants écosystèmes forestiers en Europe;

c) Aider à mieux connaître les interactions des différents secteurs des écosystèmes forestiers grâce aux renseignements provenant d'études approfondies sur l'influence de la pollution atmosphérique et des autres facteurs de nuisance.

B. Priorités pour la suite de la mise en oeuvre du programme

15. Compte tenu des priorités à long terme de l'Organe exécutif et du Groupe de travail des effets ainsi que des objectifs révisés du programme, le PIC-Forêts a défini les priorités suivantes pour la période 1998-2001 :

a) **Examiner les principaux paramètres et les méthodes d'appréciation et d'évaluation retenues aux degrés I et II ainsi que leur pertinence pour les futures activités et objectifs du programme.** Cette étude a la priorité absolue pour garantir l'utilisation optimale des ressources et le bon déroulement du programme;

b) **Poursuivre l'exécution du programme de surveillance intensive des écosystèmes forestiers (degré II) et évaluer la série de données de degré II au niveau européen, en s'attachant notamment aux relations de cause à effet.** Cette question est hautement prioritaire car l'évaluation des données disponibles facilitera la réalisation d'études approfondies sur les relations de cause à effet. Les calculs des charges critiques nécessitent également ces données de haute qualité obtenues par des méthodes harmonisées et peuvent être réalisés en coopération étroite avec l'Equipe spéciale de la cartographie;

c) **Evaluer chaque année l'état du houppier sur une grande échelle (degré I).** Cette tâche est prioritaire car elle permettra d'obtenir un aperçu représentatif de l'évolution de l'état du houppier en Europe et débouchera, d'ici à l'an 2001, sur une série chronologique d'au moins 10 ans pour la plus grande partie de l'Europe, laquelle est nécessaire pour dégager des tendances significatives;

d) **Mener des évaluations intégrées de l'état de la santé des forêts en utilisant les données sur le houppier, les sols et les feuillages provenant de l'enquête à grande échelle du PIC-Forêts et du programme de l'UE, ainsi que les données à grande échelle émanant d'autres organismes de la Convention.** Pour obtenir un tableau général de l'état des écosystèmes forestiers, des études de ce type devront être réalisées au niveau tant national qu'européen;

e) **Extrapoler les relations mises en évidence pour le degré II en fonction des données provenant des placettes du degré I.** Les relations reconnues au degré II ne peuvent être extrapolées sur une grande échelle qu'en utilisant les données du degré I. Il sera indispensable d'établir le lien qui convient entre les deux degrés. L'extrapolation au degré I et l'interpolation entre les placettes du degré II déboucheront sur une meilleure connaissance de l'état des forêts à l'échelle européenne;

f) **Mieux faire comprendre les relations de cause à effet au moyen d'études approfondies.** La réalisation d'études approfondies qui seraient basées sur les résultats fournis par les rapports nationaux et d'autres publications et utiliseraient les données des degrés I et II ainsi que des renseignements supplémentaires provenant de projets de recherche nationaux

ou internationaux (par exemple EXMAN, NITREX, BIATEC ou autres programmes de recherche environnementaux de l'UE), devrait contribuer à une meilleure connaissance des relations de cause à effet.

IV. STRATEGIE ET MESURES A PRENDRE JUSQU'A 2001

A. Surveillance et évaluation

1. Examen des principaux paramètres et des méthodes d'appréciation et d'évaluation retenues au degré I et au degré II et de leur pertinence pour les futures activités et objectifs du programme

Stratégie

16. Compte tenu des objectifs du programme de surveillance, la liste des principaux paramètres et des méthodes d'appréciation et d'évaluation retenues sera passée en revue. Cet examen tiendra compte des évaluations réalisées aux degrés I et II et de l'application des relations mises en évidence grâce à la surveillance intensive (degré II) à l'échelle du réseau systématique (degré I).

Mesures à prendre

17. a) Les groupes d'experts, y compris les groupes d'experts ad hoc, sont invités à examiner d'un point de vue critique les méthodes de surveillance et à établir une liste des paramètres requis pour permettre la réalisation d'évaluations au niveau européen. Cela exigera notamment des études sur la comparabilité et les tests de qualité (tests interlaboratoires);
- b) Les groupes d'experts devraient vérifier la pertinence des sous-programmes existants aux degrés I et II pour expliquer les effets des facteurs de nuisance, y compris la pollution atmosphérique, sur les écosystèmes forestiers;
- c) Le point de départ scientifique et pratique des décisions concernant les futures évaluations (par exemple la fréquence, la distribution spatiale, les paramètres et les méthodes) à partir de 2001 sera défini par le Groupe de coordination du programme et étudié par l'Equipe spéciale du PIC-Forêts en l'an 2000.

Produits

18. a) Listes à jour des principaux paramètres et des méthodes d'appréciation et d'évaluation retenues;
- b) Rapport contenant des propositions scientifiques et pratiques en ce qui concerne la surveillance après 2001.

2. Poursuite de la mise en oeuvre des activités de surveillance au degré II

Stratégie

19. La surveillance intensive de l'état du houppier, des sols, des feuillages, de la croissance, de la végétation, de la solution du sol, des paramètres météorologiques et des dépôts dans les forêts sera poursuivie et, le cas échéant, développée. Une stratégie d'évaluation des données du degré II sera en outre mise au point afin d'achever la mise en place de la base de données de degré II et de permettre l'interprétation et l'évaluation des informations. Cette stratégie sera élaborée par la Commission européenne, avec l'aide de son consultant, l'Institut de coordination de la surveillance intensive des forêts, et du Groupe consultatif scientifique. Outre les activités menées au niveau national, la stratégie devrait être axée sur l'évaluation au plan européen. En outre, les données de degré II seront utilisées pour améliorer les modèles existants.

Mesures à prendre

20. a) Poursuivre le développement et l'évaluation de la série de données du degré II;

b) Charger les groupes d'experts d'étudier les possibilités d'évaluation et la comparabilité de la série de données européennes;

c) Etudier les relations entre la chimie des sols et des feuillages et les facteurs liés aux sites et aux nuisances (en particulier la pollution atmosphérique) en tant qu'objectif à court terme;

d) Etudier les relations entre les dépôts atmosphériques et la composition chimique de la solution du sol (évaluation des budgets entrées-sorties) en tant qu'objectif à moyen terme. Cela permettra une comparaison des charges critiques avec les charges actuelles des placettes.

Produits (exclusivement attribuables à la Commission européenne)

21. a) Plan stratégique pour l'évaluation scientifique des données du degré II;

b) Rapports d'activité annuels sur les résultats des évaluations du programme du degré II.

3. Evaluation annuelle de l'état du houppier au degré I

Stratégie/Mesures à prendre

22. L'état du houppier sera évalué tous les ans jusqu'à 2001 ou au-delà en coopération avec l'UE pour obtenir des données sur au moins 10 ans pour la plupart des placettes du degré I.

Produits

23. a) Rapports techniques annuels sur les résultats de l'évaluation de l'état du houppier au degré I;

b) Poursuite de l'établissement de la série chronologique sur l'état du houppier à l'échelle européenne.

4. Evaluations intégrées des données sur le houppier par rapport aux données sur les sols et les feuillages

Stratégie/Mesures à prendre

24. Les relations entre l'évolution spatiale et temporelle de l'état du houppier et du sol et l'état nutritionnel des arbres ont été étudiées par le Centre de coordination pour les sols forestiers, en coopération étroite avec le Centre de coordination du programme et l'Institut flamand de foresterie, dans le cadre d'une étude intégrée. Des études ayant des objectifs analogues, consistant notamment en données de sources extérieures sur les caractéristiques météorologiques et la pollution atmosphérique, sont réalisées, par exemple par le Winand Staring Centre (Pays-Bas). Les centres de liaison nationaux devraient encourager la réalisation d'études de ce type au niveau national également.

Produits

25. a) Etudes intégrées sur les relations entre l'état du houppier, l'état des sols, l'état nutritionnel des arbres et les facteurs de nuisance, notamment la pollution atmosphérique;

b) Proposition scientifique rationnelle en vue de l'éventuelle reproduction de l'enquête sur les sols et les feuillages au degré I, compte tenu des résultats des études intégrées.

5. Extrapolation des relations mises en évidence pour les placettes du degré II à l'échelle des placettes du degré I

Stratégie

26. Pour mieux comprendre les relations entre la pollution atmosphérique et l'état des forêts à l'échelle des placettes du degré I, il faut disposer d'informations spécifiques aux sites, en ce qui concerne par exemple le niveau des dépôts atmosphériques. L'extrapolation des données atmosphériques spécifiques aux sites obtenues au degré II est donc hautement prioritaire.

Mesures à prendre

27. a) Elaboration de procédures de mise à l'échelle pour extrapoler les résultats obtenus sur les placettes du degré II aux placettes du degré I. Il s'agira notamment d'élaborer des modèles géostatistiques basés sur les processus et comportant plusieurs variables;

b) Application des procédures de mise à l'échelle aux données sur les dépôts atmosphériques.

Produits

28. a) Procédures de mise à l'échelle et résultats extrapolés des données sur les dépôts atmosphériques aux placettes du degré I, qui serviront pour la réalisation des études intégrées;

b) Cartes, intégrant par exemple des combinaisons de facteurs typiques représentatifs des régions auxquelles ils se rapportent.

6. Amélioration de la compréhension des relations de cause à effet

Stratégie

29. Réalisation d'études approfondies sur les relations de cause à effet à partir de la documentation disponible (par exemple dans le cas de NITREX, EXMAN et autres programmes de recherche environnementaux de l'UE). Ces activités pourraient faciliter la quantification des relations dose-réponse. En outre, le PIC-Forêts s'efforcera d'évaluer les relations de cause à effet sur des placettes communes avec le PIC-Surveillance intégrée.

Mesures à prendre

30. a) Les informations sur l'état actuel de la recherche concernant les relations de cause à effet seront résumées, utilisées pour l'interprétation des résultats de l'exercice de surveillance du PIC-Forêts et portées à l'attention du Groupe de travail des effets. Elles faciliteront également l'établissement des rapports du Groupe de travail sur certains points précis tels que les tendances, l'acidification, l'eutrophisation, le rôle de l'ozone, etc.;

b) La coopération avec le PIC-Surveillance intégrée sera renforcée grâce à l'harmonisation des manuels des programmes.

Produits

31. a) Evaluations de la documentation scientifique pertinente, l'accent étant mis sur les relations de cause à effet;

b) Contributions au rapport de fond que le Groupe de travail établira sur les tendances et l'acidification.

B. Stockage des données et communication de ces dernières à d'autres organes subsidiaires de la Convention

32. Conformément aux décisions pertinentes du Groupe de travail des effets (EB.AIR/WG.1/1997/14) et en accord avec la Commission européenne, le Centre de coordination du programme fait le nécessaire pour stocker les données recueillies dans le cadre du PIC-Forêts et du Programme de l'UE afin de les communiquer aux autres organes subsidiaires de la Convention qui en feraient la demande, conformément aux règles de l'Organe exécutif sur l'échange de données et aux directives de la CEE concernant la gestion des

données de degré II. Cependant, la gestion des données provenant des enquêtes individuelles reste la responsabilité des différents centres.

33. En conséquence, les données provenant des enquêtes au degré I devraient continuer d'être communiquées au Centre de coordination du programme, au Centre de coordination pour les sols forestiers et au Centre de coordination pour les feuillages forestiers, alors que les données du degré II devraient être envoyées à l'Institut de coordination de la surveillance intensive des forêts. Le Centre de coordination du programme reçoit régulièrement des copies à jour des données.

C. Etablissement des rapports

34. La procédure d'établissement des rapports décrite dans le précédent rapport du PIC-Forêts (EB.AIR/WG.1/R.122) a donné de bons résultats et sera donc maintenue (voir annexe I). Conformément aux priorités qui ont été recensées s'agissant des rapports à présenter au Groupe de travail des effets, l'accent sera mis sur la communication des résultats du degré II en coopération étroite avec la Commission européenne. Les questions spéciales seront abordées dans la mesure du possible dans le cadre de rapports distincts ou au titre des contributions du programme aux rapports établis par le Groupe de travail des effets.

35. On distingue trois types de rapports :

a) Le **rapport de synthèse** vise un ensemble de lecteurs plus large, y compris les décideurs et le grand public. Même si le rapport expose des résultats scientifiques, il est illustré et écrit d'une manière compréhensible pour le public. Pour donner un aperçu global de l'état des forêts, il doit refléter les derniers résultats de la surveillance et les principaux résultats du PIC-Forêts et du Programme de l'UE;

b) Des **rapports techniques** seront établis sur certains points précis et donneront toutes les informations se rapportant à la question traitée. Il s'agira notamment de rapports sur les résultats de la surveillance aux degrés I et II et d'études approfondies telles qu'études intégrées ou documentaires;

c) Le **résumé analytique**, qui vise à fournir au Groupe de travail des effets des informations concises, continuera à récapituler tous les résultats importants obtenus durant l'année. Les rapports sur les résultats du degré I communiqués au Groupe de travail des effets se limiteront à un minimum d'informations sur l'état du houppier et ne seront soumis que s'ils contiennent des faits nouveaux intéressants, par exemple dans le cadre des études intégrées.

D. Financement

36. La condition préalable pour mettre en oeuvre la stratégie du PIC-Forêts décrite plus haut est de disposer d'un financement à long terme aux niveaux national et européen.

V. OUTILS ADMINISTRATIFS POUR METTRE EN OEUVRE LA STRATEGIE

37. Les outils ci-après seront utilisés pour mener à bien la stratégie :

a) Le **Groupe de coordination du programme** encouragera et supervisera un exercice continu d'examen du programme et formulera des propositions concernant les mesures à prendre pour adapter le programme après 2001. Cet examen devrait permettre d'obtenir une idée précise des priorités du programme et de prendre ainsi plus facilement les mesures qui s'imposent. Les recommandations du Groupe sont formulées à l'intention de l'Equipe spéciale du PIC-Forêts. Compte tenu de la coopération étroite avec la Commission européenne, ces recommandations sont également soumises à cette dernière pour examen. Pour mener à bien ces tâches, le Groupe doit se réunir régulièrement. Lors de ces réunions, la Commission européenne peut, en tant que membre du Groupe, être accompagnée par le Président du groupe consultatif scientifique de la CE et son consultant, l'Institut de coordination de la surveillance intensive des forêts, chaque fois que nécessaire. Pour faciliter le processus d'examen, un nombre limité de représentants des centres de liaison nationaux sera invité;

b) Les fonctions des **groupes d'experts**, y compris les groupes d'experts ad hoc, seront élargies. Les groupes d'experts devront examiner d'un point de vue critique les méthodes et la liste des paramètres retenus qui sont nécessaires pour effectuer des évaluations au niveau européen, et étudier notamment la comparabilité des données et les tests d'assurance qualité en 1998/1999. L'Equipe spéciale présentera les questions à aborder dans le cadre de ce processus d'examen interne. Les groupes d'experts seront également invités à donner leur opinion sur les évaluations qui devraient être réalisées. Pour optimiser les contributions des experts nationaux, l'organisation des réunions d'experts devra être simplifiée. Toute décision concernant la tenue d'une réunion devra être précédée par des consultations avec le Président de l'Equipe spéciale du PIC-Forêts et la Commission européenne. Les objectifs de la réunion devront être clairement définis. Pour réduire au minimum les frais de voyage des participants d'Europe centrale et orientale, les réunions d'experts pourront se tenir dans ces pays. Chaque fois que possible, les réunions seront combinées ou se succéderont, les différents groupes étant de plus en plus appelés à collaborer sur telle ou telle question;

c) En ce qui concerne les **réunions de l'Equipe spéciale**, il serait bon, dans un souci d'efficacité, de confier le travail d'ordre rédactionnel à des groupes spécialisés; cela permettrait à l'Equipe spéciale de discuter plus en détail des questions scientifiques et techniques importantes.

VI. PLANIFICATION DU PROGRAMME APRES 2002

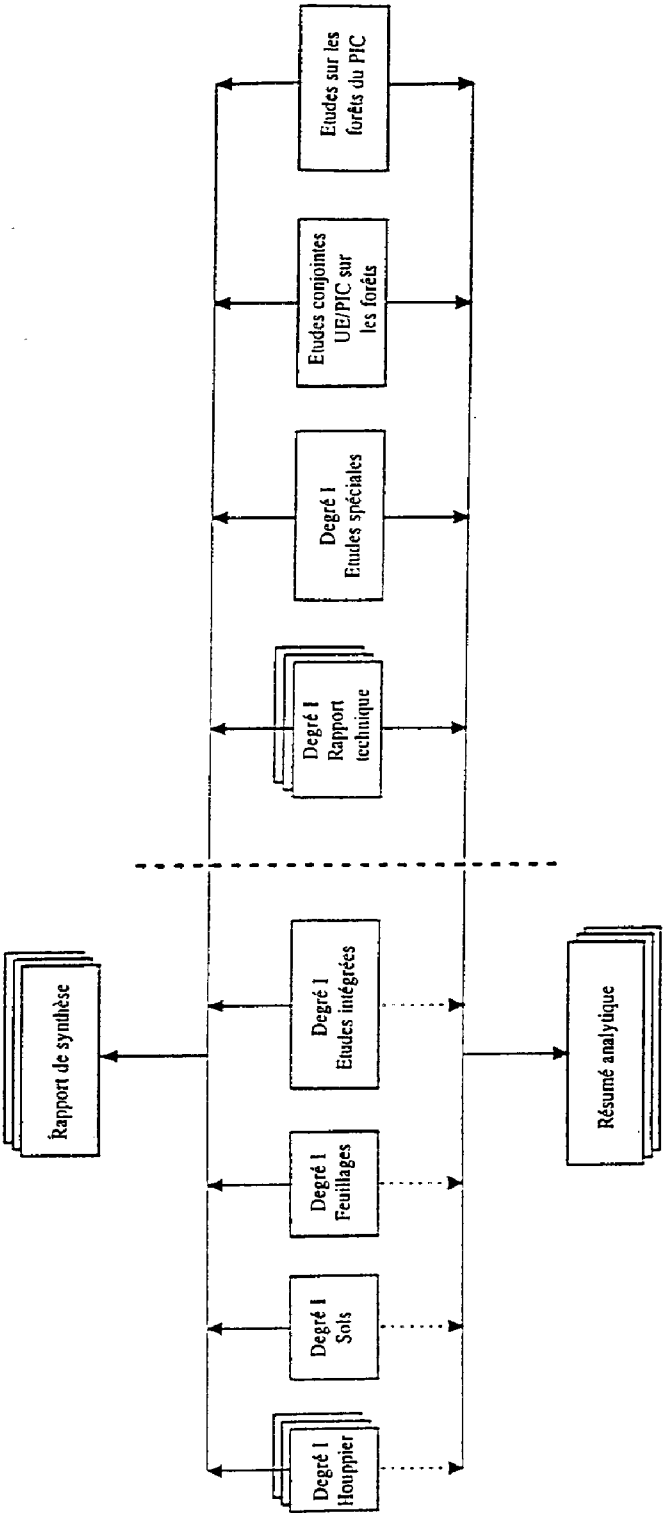
38. Grâce à la mise en oeuvre de la stratégie jusqu'à 2001 décrite plus haut, le PIC-Forêts sera bien placé pour déterminer la forme que prendra son programme après 2002, laquelle sera définie et étudiée en coopération étroite avec la Commission européenne. Cela est essentiel pour les deux partenaires afin de réduire au minimum les crédits et le temps de travail nécessaires et éviter les doubles emplois.

39. Comme l'a décidé l'Organe exécutif à sa quinzième session, le PIC-Forêts fera l'objet en 1998/1999, de même que tous les autres PIC et l'Equipe spéciale de la cartographie, d'un examen externe indépendant. L'issue de cet examen des activités axées sur les effets prévues par la Convention sera discutée par le Groupe de coordination du programme et l'Equipe spéciale en 1999.

40. Pour fonder les décisions concernant les priorités du programme à partir de 2002 sur une base solide et pour intensifier le dialogue entre les décideurs, les scientifiques et les responsables du PIC-Forêts et du Programme de l'UE, il serait bon d'organiser un atelier chargé d'étudier dans le détail les résultats des examens scientifiques internes et externes. La Commission européenne a entrepris des préparatifs, en coopération étroite avec le PIC-Forêts, en vue de la tenue de cet atelier fin 1999. Un aperçu schématique des différentes étapes de ce processus d'examen figure à l'annexe II.

41. Le processus d'examen débouchera sur une décision concernant la forme à donner au programme du PIC-Forêts, laquelle sera si possible prise lors de la seizième réunion de l'Equipe spéciale en l'an 2000. Cela coïnciderait avec la décision concernant le maintien du règlement pertinent de l'UE.

Mise à jour du système d'établissement des rapports



Annexe II

Processus d'examen du PIC-Forêts

